

Jean-Christophe LAGARDE

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques (n° 296) [23 octobre 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 janvier 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 231 tendant à assurer l'indépendance et le pluralisme des médias [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 261 tendant à instituer un financement public des syndicats [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 263 tendant à instaurer la gratuité de la restauration scolaire [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 264 tendant à prévenir le surendettement [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 265 visant à déclarer inéligibles les maires ne respectant pas l'objectif de réalisation d'au moins 20% de logements locatifs sociaux dans leur commune [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 266 tendant à faciliter l'obtention de la nationalité française par naturalisation des étrangers justifiant au moins de dix ans de résidence en France [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 267 visant à informer les enfants des risques d'obésité dus à l'alimentation industrielle [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 268 relative aux campagnes référendaires [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 269 relative à la suppression des droits de succession [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 270 visant à réglementer l'utilisation des artifices de divertissement [9 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. François Sauvadet, M. Charles de Courson et M. Jean-Christophe Lagarde et les membres du groupe Nouveau Centre relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques (n° 296) [23 octobre 2007] (n° 304)

Proposition de loi n° 317 visant à assurer le principe de continuité territoriale entre la France métropolitaine et les régions d'outre-mer ainsi que la collectivité départementale de Mayotte [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 318 relative à la recherche d'héritiers [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 319 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 320 visant à élargir à l'ensemble des citoyens français l'inscription d'office sur les listes électorales [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 321 visant à autoriser les associations de défense des personnes handicapées à se porter partie civile en cas d'infractions lézant les intérêts collectifs qu'elles ont vocation à protéger [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 322 tendant à exclure du champ d'application de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé les condamnations pour crime ou complicité de crime contre l'humanité [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [2 octobre 2007] (p. 2489)

Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en charge [24 juin 2008] (p. 3711)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 25, posée le 2 octobre 2007. Sécurité routière. Code de la route (J.O. Questions p. 5864). Appelée le 2 octobre 2007. Respect, conducteurs de mini-motos et de quads (p. 2470)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Ne voit rien d'indigne ni d'illégal dans le financement trouvé en partenariat avec un parti qui coopère avec les députés du Nouveau Centre depuis cinq ans, notamment pour les élections. [22 novembre 2007] (p. 4570)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligne l'importance des amendements et de leur discussion [28 mai 2008] (p. 2638)

Souhaite que certaines évolutions annoncées du règlement aient lieu dans le cadre de la réforme constitutionnelle [9 juillet 2008] (p. 4466)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2588)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2590)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 2589)

Eau : assainissement (p. 2590)

Environnement : recherche (p. 2589)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 2589)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2589)

Logement : économies d'énergie (p. 2590)

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2590)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Son intervention (p. 3133)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3140)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 3140)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3134, 3141)

Partis et mouvements politiques : représentativité (p. 3134, 3141)

Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3134, 3140)

Partis et mouvements politiques : financement : histoire (p. 3133, 3140)

Partis et mouvements politiques : financement : outre-mer (p. 3134)

Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 3140)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3907)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3908)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3908)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3907 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3908)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3908)

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT
DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Automobiles et cycles : automobiles : énergies renouvelables (p. 3971)

Automobiles et cycles : automobiles : normes antipollution (p. 3971)

Environnement : recherche développement (p. 3971)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3971)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3970)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3971)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3972)

Transports : politique des transports : environnement (p. 3972)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : gares : aménagement du territoire (p. 3991)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3691)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : conditions de travail : lois de finances (p. 3691)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3692)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3692)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3691)

Outre-mer : Antilles : transports aériens (p. 3692)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3692)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole (p. 3692)

Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3692)

Télécommunications : tarifs : outre-mer (p. 3692)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 31 rectifié (modification des conditions d'éligibilité à la dotation nationale de péréquation) (p. 3532) : adopté (p. 3534)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 17)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite : policiers (p. 17)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) : blanchiment des capitaux (p. 17)

Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 17)

Police : policiers : effectifs (p. 17)

Police : policiers : logement (p. 18)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : personnels (p. 18)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4538)

Son intervention (p. 4551)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4576)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2007] (p. 4570)

Thèmes :

Communes : autonomie (p. 4551)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 4538)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4538)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4538, 4551)

Outre-mer : institutions : transparence (p. 4552, 4576)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4552)

Outre-mer : Polynésie française : indépendance (p. 4552)

Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4551)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 2 (conditions permettant aux anciens membres du gouvernement polynésien de retrouver leur siège à l'assemblée de la Polynésie française - durée de perception d'une indemnité par les anciens membres du gouvernement polynésien)

Son amendement n° 79 (p. 4578)

Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4580)

Son amendement n° 80 (p. 4581)

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)

Ses amendements n° 81 à 83 (p. 4584 à 4586)

Article 6 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française par décret en Conseil des ministres)

Son intervention (p. 4588)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Ses interventions (p. 4588 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 78 (possibilité, pour les groupes de l'assemblée de la Polynésie française, d'émettre un avis minoritaire sur les projets de texte soumis à cette assemblée) (p. 4591) : réservé à la demande de la commission (p. 4592) : examiné (p. 4608)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 99 (représentations diplomatiques de la Polynésie française dans la zone Pacifique) (p. 4593) : rejeté (p. 4594)

Après l'article 7 ter

Son amendement n° 98 (convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le gouvernement de la Polynésie française en matière de politique de communication audiovisuelle soumise obligatoirement à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française) : adopté (p. 4594)

Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)

Son amendement n° 84 (p. 4595)

Après l'article 11 ter

Son amendement n° 100 (moyens de fonctionnement des groupes à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4598) : adopté après modification (p. 4599)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4601)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Son intervention (p. 4607)

Article 6 bis (précédemment réservé) (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales)

Son intervention (p. 4608)

Après l'article 7

Son amendement n° 78 rectifié (précédemment réservé) (possibilité, pour les groupes de l'assemblée de la Polynésie française, d'émettre un avis minoritaire sur les projets de texte soumis à cette assemblée) : adopté (p. 4609)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4552)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2235)

Son intervention (p. 2250)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2310)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 2311)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2251)

Constitution : révision : histoire (p. 2250)

Constitution : Ve République (p. 2250)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2251)

Finances publiques : dette publique (p. 2252)

Parlement : commissions : réforme (p. 2251)

Parlement : ordre du jour (p. 2251)

Parlement : prérogatives (p. 2235, 2250)

Parlement : Sénat : modes de scrutin (p. 2310)
 Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2252)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2235)
 Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2235, 2251)
 Président de la République : prérogatives : défense (p. 2235)
 Président de la République : quinquennat : élections législatives (p. 2250)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2340)
 Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2340)
 Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2340)
 Son amendement n° 243 (naturalisation des étrangers en situation régulière) : rejeté (p. 2342)
 Intervient sur l'adt n° 116 de M. Gérard Charasse (affirmation du principe de laïcité) (p. 2345)
 Intervient sur l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2350)
 Son rappel au règlement (cf supra) [22 mai 2008] (p. 2352)
 Intervient sur le sous-adt n° 592 de M. François Bayrou (déterminés par la loi) à l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (p. 2353)
 Intervient sur le sous-adt n° 602 de M. François Bayrou (caractère équitable des modes de scrutin) à l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (p. 2353)
 Son intervention (p. 2357)
 Intervient sur l'adt n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)
 Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2359)
 Son amendement n° 245 (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2357) : rejeté (p. 2361)
 Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Claude Sandrier (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2364)

Son amendement n° 246 (limitation à trois mandats consécutifs) : rejeté (p. 2366)

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Noël Mamère (vote des étrangers non communautaires pour les élections aux conseils des collectivités territoriales) (p. 2367)

Son amendement n° 247 (interdiction du cumul de plus de deux mandats, sauf responsabilités intercommunales) (p. 2368) : rejeté (p. 2369)

Son amendement n° 248 (démission dans les 30 jours du fonctionnaire réélu parlementaire) (p. 2369) : rejeté (p. 2370)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son intervention (p. 2374)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 252 de M. François Sauvadet (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 253 de M. François Sauvadet (référéndum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389)

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référéndum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2392)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Ses interventions (p. 2397 et s., 2407)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Ses interventions (p. 2416 et s.)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2421 et s.)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2436)

Son sous-amendement n° 609 à l'adt n° 49 de la commission (p. 2439)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 512 de M. René Dosière (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2448)

Son sous-amendement n° 603 (y compris les fonctions de maire d'arrondissement ou de vice-président de collectivité territoriale) à l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction

exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2451) : retiré (p. 2451)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2463 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2520)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2527 et s.)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 580 (et les commissions spéciales prévues à l'article 43) à l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) : rejeté (p. 2535)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2550 et s.)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 2564 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 393 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2576)

Intervient sur l'adt n° 434 de M. Noël Mamère (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2576)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Ses interventions (p. 2576 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n° 422 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2601) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2602)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2605)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 2607 et s.)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses interventions (p. 2617, 2622)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 2632, 2643)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son sous-amendement n° 612 à l'adt n° 71 de la commission (p. 2644)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Son intervention (p. 2656)

Son amendement n° 474 (p. 2659)

Son sous-amendement n° 599 à l'adt n° 81 de la commission (p. 2659) : adopté (p. 2660)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses interventions (p. 2668 et s.)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 2674)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son sous-amendement n° 600 à l'adt n° 86 rectifié de la commission : adopté (p. 2678)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 2681)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Son amendement n° 482 (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2683) : rejeté (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 2692)

Article 27 (conséquence d'une inconstitutionnalité prononcée en réponse à une question préjudicielle)

Son intervention (p. 2692)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2703)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2721)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2725)

Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)

Ses explications de vote (p. 2840)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2840)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4380)

Son intervention (p. 4382)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 4384)

Constitution : Ve République (p. 4380, 4382)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4381, 4384)

Etat : Gouvernement : contrôle parlementaire (p. 4383)

Finances publiques : équilibre budgétaire : Constitution (p. 4384)

Parlement : commissions : réforme (p. 4385)

Parlement : ordre du jour (p. 4384)

Parlement : prérogatives (p. 4383)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 4384)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4383)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4383)

Président de la République : suffrage universel (p. 4383)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4381)

Président de la République : quinquennat (p. 4383)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son intervention (p. 4421)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4424)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4434 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 4448 et s.)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Son intervention (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4453)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4466)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4469)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses interventions (p. 4481 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 4486 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 317 rectifié (p. 4493)

Article 25 ter (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'une loi avant sa promulgation)

Son intervention (p. 4498)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 4501)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Ses interventions (p. 4503 et s.)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'ad t n° 117 de M. François Sauvadet (langues régionales) (p. 4505)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses interventions (p. 4507 et s.)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n° 120 (p. 4511)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)

Ses explications de vote (p. 4513)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4514)